



www.journaldumali.com

Journal du Mali

L'hebdo

N°503 du 5 au 11 décembre 2024



POURQUOI LA LUTTE PEINE

Alors que les VBG continuent d'augmenter, il est crucial d'analyser les obstacles qui freinent une réponse efficace à ce fléau touchant les femmes et les filles, dans un contexte de crise sécuritaire.

GRATUIT

Ne peut être vendu



CANAL+
CINEMA(S)

30 JOURS OFFERTS*

A TOUT CANAL+
POUR TOUT REABONNEMENT
A VOTRE FORMULE

* Offre valable du 14 novembre au 31 décembre 2024 pour tout réabonnement à la dernière formule active. Valable deux fois sur la période. Voir tarifs et conditions auprès de votre Distributeur Agréé.

ÉDITO

L'éternel recommencement !

Chaque année, les tragédies se répètent, comme un refrain entêtant. Les inondations qui ont ravagé le pays lors de l'hivernage dernier, illustrées par les dommages causés à de nombreux édifices, en sont un triste exemple. Sous la pression des pluies diluviennes, les barrières du pont de Woyowoyanko se sont écroulées, mais elles ont été rapidement remises en état, comme si cela suffisait. Ce n'est pourtant pas la première fois que cette situation se produit. Pourquoi continuons-nous à investir de l'argent public dans des solutions temporaires qui ne font que masquer les symptômes d'un problème chronique ? Chaque réparation constitue une occasion manquée d'adopter une vision à long terme. Nous jetons de l'argent par les fenêtres, alors que ces ressources pourraient être utilisées pour des projets durables et plus que nécessaires. Nous devons nous interroger sur les leçons à tirer de ces catastrophes. Ignorer les prévisions pour l'année prochaine, c'est condamner nos infrastructures à s'effondrer à nouveau. Ce cycle infernal absurde doit cesser. Au lieu de tout réparer à la hâte, il est temps de repenser nos fondations. Élever le niveau des infrastructures, renforcer les matériaux et repenser l'aménagement urbain sont des solutions qui nécessitent des études sérieuses et une volonté politique affirmée. Il est urgent d'agir pour éviter que l'éternel recommencement ne devienne notre seul héritage. Le Mali mérite mieux que des solutions précaires. Il est grand temps de prendre conscience de notre responsabilité collective et d'exiger un changement durable.

MASSIRÉ DIOP

Donnez votre avis sur www.journaldu mali.com

LE CHIFFRE

41 425

C'est le nombre de migrants qui ont accosté sur les îles Canaries de janvier à novembre 2024.

ILS ONT DIT...

- « C'est notre devoir d'affronter notre histoire. Le bon, le mauvais et le laid. Toute la vérité. C'est ce que font les grandes nations. C'était le début de l'esclavage aux États-Unis. Cruel. Brutal. Déshumanisant. Le péché originel de notre nation. Un péché originel qui hante l'Amérique et qui jette une longue ombre depuis ». **Joe Biden**, le 3 décembre 2024.
- « Nous devons également rendre nos troupes plus agiles et adaptées aux menaces terroristes. Pour éviter la militarisation excessive de la politique, il faut préparer le retour à l'ordre constitutionnel et améliorer la gouvernance du pays. Si les mauvaises pratiques persistent, il y a toujours des risques de déstabilisation ». **Moussa Mara**, le 4 décembre 2024.

UN JOUR, UNE DATE

10 décembre 1948 : Déclaration universelle des droits de l'Homme à Paris.



Netumbo Nandi-Ndaitwah devient la première femme présidente de la Namibie. À 72 ans, l'actuelle vice-présidente a été élue avec 57 % des voix, selon la commission électorale, ce 3 décembre 2024.



Un juge du Delaware, aux USA, a rejeté ce 2 décembre le plan de rémunération de 55,8 milliards de dollars attribué par Tesla à son patron, **Elon Musk**.

LA PHOTO DE LA SEMAINE



Joe Biden s'est rendu en Angola ce 3 décembre 2024. Il a effectué la première visite d'un président américain dans ce pays africain et a lancé un projet gigantesque de voie ferrée reliant l'Océan Indien et l'Atlantique.



VBG : POURQUOI LA LUTTE PEINE-T-ELLE ?

À l'occasion des 16 jours d'activisme contre les Violences basées sur le genre, il est clair que la situation au Mali demeure préoccupante. Alors que les VBG continuent d'augmenter, il est crucial d'analyser les obstacles qui freinent une réponse efficace à ce fléau touchant les femmes et les filles, dans un contexte de crise sécuritaire.

FATOUmata MAGUIRAGA

Entre janvier et juin 2024, le système GBVIMS (Gender-Based Violence Information Management System) a recensé 7 641 incidents de Violences basées sur le genre (VBG). Cette augmentation est attribuée, selon ses auteurs, à « la détérioration de la situation sécuritaire, à l'affaiblissement des mécanismes de protection des populations civiles, ainsi qu'à une diminution des services spécialisés en VBG ». À cela s'ajoutent de nombreux défis dans la lutte contre les VBG, notamment la disponibilité de statistiques fiables et une réponse adéquate aux facteurs de risque. Le terme VBG désigne « un acte préjudiciable perpétré contre la volonté d'une personne, fondé sur les différences sociales (le genre) entre les hommes et les femmes ». Ce phénomène, qui prend une ampleur inquiétante, persiste dans un contexte de crise multidimensionnelle au Mali. En effet, la persistance des incidents sécuritaires, notamment les attaques des groupes armés, continue de provoquer des déplacements massifs de populations, principalement dans les régions de Gao, Tombouctou et Kidal. En septembre 2024, le Displacement Tracking Matrix (DTM) a recensé 388 363 personnes déplacées, dont 58% de femmes et de filles. Ces déplacements se concentrent dans les régions de Ménaka, Mopti, Gao, Bandiagara, Tombouctou et Ségou. Cette situation a engendré un climat général de peur et de violations des droits humains, exacerbant ainsi la vulnérabilité des femmes et des filles. Le monitoring de protection a enregistré 10 415 violations des droits humains d'avril à

juin 2024. Les catégories de violations rapportées incluent, entre autres, les atteintes au droit à la vie, les atteintes à l'intégrité physique et/ou psychique, ainsi que les atteintes à la liberté et à la sécurité. Le nombre de femmes et de filles touchées par ces violences a atteint 3 058 au deuxième trimestre 2024.

Améliorer la collecte de données Plusieurs structures gouvernementales, ONGs, associations, réseaux et agences des Nations Unies travaillent sur la problématique des VBG. Toutefois, la collecte de données sur les VBG, les pratiques traditionnelles néfastes (PTN) et la santé reproductive (SR) constituent un véritable défi pour les acteurs du domaine. C'est le constat établi par « l'Étude diagnostique des structures et acteurs producteurs de données sur les Violences Basées sur le Genre (VBG), les Pratiques Traditionnelles Néfastes (PTN) et la Santé Reproductive (SR) dans les zones d'intervention du programme Initiative Spotlight : Kayes, Koulikoro, Sikasso, Sé-



Manifestation de groupements de femmes contre les VBG en juin 2023 à Bamako.

cas répertoriés, aggravent la situation. Enfin, les ressources financières et humaines de qualité manquent pour produire des données fiables. Ce constat est partagé par les acteurs de la lutte et des mesures sont envisagées pour y remédier. La fiabilité des statistiques est essentielle, compte tenu de la multiplicité des intervenants. C'est pourquoi le gouvernement préconise que les collectes de données au niveau de l'INSTAT ne se fassent pas de manière redondante. En ef-

tégories les plus fréquentes, indispensable pour adapter les stratégies.

Persistance La diversité des acteurs contribuant à la lutte contre les VBG a permis une meilleure connaissance de ces violences et une sensibilisation accrue des femmes à les dénoncer, estime Madame Diarra Djingarey Maïga, Présidente du Mouvement Féministe du Mali (MFM). « Les femmes comprennent désormais mieux plusieurs situations qu'elles ne

Les femmes comprennent désormais mieux plusieurs situations qu'elles ne considéraient pas auparavant comme des VBG. Il ne s'agit pas seulement de violences physiques, mais aussi de violences morales, économiques et sexuelles.

considérait pas auparavant comme des VBG ». Il ne s'agit pas seulement de violences physiques, mais aussi de violences morales, économiques et sexuelles. Cela conduit les organisations à enregistrer un nombre plus élevé de plaintes et de demandes d'assistance. Cependant, la persistance des VBG est également liée

à des facteurs sociaux. Une construction sociale « demande à la femme de se soumettre et d'accepter, afin que les choses marchent ». Si ce n'est pas le cas, « c'est sa faute », ajoute Madame Diarra. Par ailleurs, une interprétation traditionnelle de la coutume donne « la possibilité à l'homme de « corriger » la femme en faute ». Ainsi, lorsque la femme subit une violence, on en conclut souvent qu'elle a fauté. De plus, celles qui se plaignent au sein de la famille ou de la communauté après une violence sont souvent « priées » de prendre exemple sur d'autres

ayant subi la même chose et d'accepter leur condition. L'évolution inquiétante des VBG et leur persistance doivent interpeller bien au-delà des organisations qui luttent contre ce phénomène. La jeunesse, souvent perçue comme l'auteure présumée de ces violences, « sombre dans les drogues et l'alcool. Un phénomène récurrent qui perturbe la stabilité des jeunes et, par ricochet, celle des foyers », alerte M. Makan Kaloga, psychologue. La stigmatisation des victimes, le manque d'informations, les inégalités et les abus de pouvoir sont également des facteurs évoqués par les acteurs pour expliquer la hausse des cas de VBG, malgré le nombre élevé d'associations engagées dans la lutte.

REPÈRES

Incidents VBG enregistrés entre janvier et juin 2024 : **7 641**

Displacement Tracking Matrix (DTM) Septembre 2024 : **388 363** personnes déplacées

Nombre de femmes et filles touchées par les violences au 2^{ème} trimestre 2024 : **3 058**

à des facteurs sociaux. Une construction sociale « demande à la femme de se soumettre et d'accepter, afin que les choses marchent ». Si ce n'est pas le cas, « c'est sa faute », ajoute Madame Diarra. Par ailleurs, une interprétation traditionnelle de la coutume donne « la possibilité à l'homme de « corriger » la femme en faute ». Ainsi, lorsque la femme subit une violence, on en conclut souvent qu'elle a fauté. De plus, celles qui se plaignent au sein de la famille ou de la communauté après une violence sont souvent « priées » de prendre exemple sur d'autres

peuvent accéder à des médecins, psychologues et agents de justice, constitue une réponse adéquate permettant une prise en charge holistique des survivantes, souvent confrontées à plusieurs besoins. Dans un pays multiculturel comme le Mali, il est parfois difficile pour une femme de se rendre à plusieurs endroits pour discuter de ses problèmes. Si elle peut être entendue et prise en charge en un seul lieu, cela est salutaire, se réjouit un acteur du domaine. Actif dans ce secteur, le réseau d'organisations Women in Law and Development in Africa (Wildaf) s'inscrit également dans une dynamique de changement de stratégie. Représentant un réseau d'associations et d'ONG engagées dans la promotion et la protection des droits des femmes et des enfants, l'organisation se consacre à la sensibilisation, la formation et le plaidoyer. Ses cibles incluent les leaders communautaires, religieux, jeunes ambassadeurs et groupements féminins, en abordant des thématiques liées aux VBG, au Genre et aux violences sexuelles liées aux conflits. Les leaders communautaires sont particulièrement formés aux techniques de médiation, « car les femmes qui viennent nous voir ne souhaitent pas recourir à la justice, elles préfèrent que leurs problèmes soient résolus à l'amiable », explique Mme Aïcha Bourama Diarra, responsable de la Clinique juridique de Wildaf.

Désormais, Wildaf a également adopté une approche mixte dans le choix de ses parajuristes, qui étaient essentiellement des femmes : « afin que les hommes se sentent concernés par la lutte », précise Mme Diarra. Cependant, ce qu'il faut, c'est un changement de politique, assure-t-elle. L'adoption des nouveaux Code pénal et Code de procédure pénale constitue un grand pas. Ces textes, qui prennent en compte plusieurs recommandations des organisations de lutte contre les VBG, permettront aux acteurs de s'en prévaloir pour mieux assurer la justice. ■

3 QUESTIONS À



MAKAN KALOGA

Psychologue

1 Quel est votre regard sur le phénomène des VBG au Mali ?

C'est un phénomène récurrent, qui a pris de l'ampleur depuis la crise de 2012, même si certaines régions ne sont pas touchées par le jihadisme. Il est à noter que les réseaux sociaux ont contribué à l'accroissement du phénomène. L'utilisation abusive de ces réseaux entraîne des conflits à travers la diminution de la communication au sein du couple, facteur de violences. Suivant mon expérience pour avoir accompagné plusieurs victimes, la majorité évoque cette donnée. Il y a aussi la rareté des sources de revenus, plongeant le foyer dans la précarité.

2 La stigmatisation et le silence des victimes aggravent-ils le phénomène ?

Le silence des survivant(e)s objets de VBG se traduit sur plusieurs tableaux. Nos valeurs sociétales n'autorisent pas les femmes à porter sur la place publique les problèmes du foyer. On les pousse à l'acceptation, la résilience. Au-delà, il y a les leaders religieux et coutumiers qui œuvrent. En cas de recours, ils font en sorte que le problème ne soit pas largement connu.

3 Quelles peuvent être les approches de solutions ?

Fondamentalement, il faut beaucoup de campagnes de sensibilisation des acteurs, étatiques ou non. Mais les VBG ne disparaîtront pas par un coup de baguette magique. Il faut agir sur leurs facteurs et instruire aux tribunaux de sévir de façon systématique lorsque des cas surviennent. La société contribue certes à l'omerta, mais, aussi bien en ville que dans les campagnes, il y a une dynamique de changement.

AFRIQUE DE L'OUEST : UNE ZONE VULNÉRABLE AUX VBG

En 2023, environ 51 100 femmes et filles dans le monde ont été tuées par leur partenaire intime ou d'autres membres de leur famille. Cela signifie que 140 femmes ou filles sont tuées chaque jour par un membre de leur propre famille. Les violences basées sur le genre (VBG) connaissent un ampleur sans précédent et surviennent en majorité dans les pays en voie de développement. En Afrique de l'Ouest, ces violences sont exacerbées par une situation de crise multidimensionnelle.

FATOUMATA MAGUIRAGA

le Burkina Faso et le Niger, les crises liées au terrorisme et à l'insécurité entraînent également des déplacements massifs de population. Les discriminations à l'encontre des femmes existent dans toutes ces sociétés, tant dans la sphère publique que dans les familles. Le mariage précoce, par exemple, est très répandu : 44% des femmes au Burkina Faso sont mariées avant l'âge de 18 ans, contre seulement 3% pour les hommes. Au Mali, au moins 35% des femmes ont été victimes de violences sexuelles au cours de leur vie. Les incidents de VBG les plus fréquents incluent le viol, les agressions sexuelles, les mutilations génitales féminines (MGF), ainsi que les violences physiques et les mariages précoces. Ces violences ont été recensées dans les

localités de Ménaka, Socoura, Mopti, Gourma et Tombouctou. Le taux de prévalence des VBG au Niger a été estimé à 28% en 2015. La prévalence de ces violences parmi les femmes est de 60%. Les violences physiques sont les plus fréquentes (29%), suivies des agressions sexuelles (20%), tandis que les MGF restent marginales, à environ 2%. Les effets combinés des changements climatiques, des instabilités sociopolitiques et de l'insécurité affectent des milliers de personnes. Ils ont un impact négatif sur les ressources et aggravent l'insécurité alimentaire. Cette précarité économique, mêlée à l'insécurité, augmente les déplacements et les privations de droits qui en découlent.

L'étude démontre également que la majorité des cas de violences sont perpétrés dans le cadre du lien conjugal. En outre, une forme de « tolérance » basée sur des croyances sociales entretient l'impunité autour du phénomène des VBG. ■



140 femmes ou filles sont tuées chaque jour par un membre de leur propre famille.

Les inégalités en Afrique de l'Ouest ont atteint un niveau de crise, selon une étude sur les violences basées sur le genre publiée par la FES en 2021. Selon l'indice d'inégalité de genre du PNUD, en 2018, sur 162 pays,

le Sénégal se classe 125^{ème}, le Burkina Faso 147^{ème}, le Niger 154^{ème} et le Mali 158^{ème}. L'ampleur du phénomène de VBG dans ces pays s'explique par la persistance de pratiques socioculturelles. En ce qui concerne le Mali,

DÉTERMINANTS DES VBG EN MILIEUX SCOLAIRE ET UNIVERSITAIRE DANS LES ZONES D'INTERVENTION DE SPOTLIGHT - MARS 2023

Élèves et étudiants : **27,3%** ont été touchés par les VBG

Régions les plus touchées

Kayes : **35,2%**

Sikasso : **34,2%**

Koulikoro : **19,0%**

Selon le milieu de résidence

Rural : **29,0%**

Urbain : **25,0%**

Koulikoro : **19,0%**

Selon le sexe

Filles : **29,0%**

Garçons : **26,8%**

Auteurs présumés des violences (Fondamental 1)

Camarades de classe : **47,6%**

Enseignants : **32,1%**

Amis des surveillants qui ne fréquentent pas l'école : **11,1%**

Source : INSTAT

Journal du Mali Paru dans Journal du Mali l'Hebdo N°503 du 5 au 11 décembre 2024



Du nouveau
chez Sahel Infusion
CAFÉ GINGEMBRE
made in Mali



Commande par téléphone (00223) 20 21 04 07 / 66 75 84 79 / 66 74 67 78 / 66 74 96 62
www.sahelinfusion.com

SÉCURITÉ : NOUVEAU TOURNANT DANS LA GUERRE ENTRE L'ARMÉE ET LES SÉPARATISTES

Repliés à Tinzawatène depuis des mois, après avoir été délogés de leur ancien bastion de Kidal, les groupes armés indépendantistes touaregs viennent de subir un nouveau revers dans cette localité, près de la frontière algérienne. Alors que ces derniers, désormais réunis au sein du Front de Libération de l'Azawad (FLA), aspirent à l'indépendance, l'armée malienne durcit ses frappes contre eux dans la zone. L'intensification de la guerre semble inévitable.

MOHAMED KENOUI

Le Front pour la Libération de l'Azawad, mis en place le 30 novembre 2024 après la dissolution du Cadre Stratégique Permanent pour la Défense du Peuple de l'Azawad (CSP-PDA), a été la cible de plusieurs frappes de drones coordonnées des Forces Armées Maliennes dès le lendemain de sa création, le 1er décembre. Plusieurs cadres de la rébellion ont été tués, dont Fahad Ag Almahmoud, ancien Secrétaire général du Groupe d'Autodéfense Touareg Imghad et Alliés (GATIA), qui était proche des autorités de Bamako avant de changer de posture ces derniers mois. Parmi les autres membres du FLA neutralisés figurent Choghib Ag Attaher, ancien député de Kidal, Sidi Ag Baye, Porte-parole influent du MNLA, Mossa Ag Baye, responsable militaire de l'ex-CSP, Mohamed Ag Acherif, haut



Les leaders du FLA à la création de leur nouvelle entité politico-militaire le 30 novembre 2024.

révolution ne s'en ressentira que plus forte, plus résistante et encore plus ancrée », a indiqué le Porte-parole du FLA, Mohamed Elmaouloud Ramadane, dans un communiqué, le 1er décembre. Il a ajouté que le FLA était plus déterminé que jamais à faire aboutir, par tous les moyens légaux et légitimes, le bien-fondé de la cause pour laquelle le sang de ses martyrs

et un regain des tensions entre l'armée et les indépendantistes du FLA. Mais, au-delà de la posture « va-t-en guerre » affichée par les rebelles après le revers du 1er décembre, jusqu'où le Front peut-il aller dans sa quête indépendantiste ? « Il ne faudrait pas sous-estimer leur capacité de riposte face à l'armée malienne, même si celle-ci est aujourd'hui en position de force. Le FLA va certainement vouloir venger la perte de ses cadres et se donnera les moyens d'y parvenir », prévient un spécialiste des groupes armés au Sahel qui a requis l'anonymat. Cependant, pour l'analyste politique Dr. Bréhima Mamadou Koné, les « terroristes » regroupés au sein du nouveau Front mettront du temps à se réorganiser. « Il y a eu une fissure dans leur chaîne de commandement. Il sera compliqué pour ces groupes de se réorganiser et de s'attaquer dans l'immédiat aux positions de l'armée régulière ou aux civils », estime-t-il. « Aujourd'hui, ils se concentrent sur la manipulation idéologique et la propagande. Mais cette propagande n'ira pas loin. Sur le terrain, l'armée régulière a pris le dessus », poursuit Dr. Koné.

est quotidiennement versé. De son côté, le Chef d'État-major Général des Armées a salué une opération spéciale d'envergure visant à « démanteler le réseau structuré des leaders terroristes et à déstabiliser leur chaîne de commandement ». L'armée a par ailleurs annoncé que les opérations de contrôle des zones se poursuivront dans cette partie du pays pour « pérenniser cette victoire ».

Riposte du FLA ? Certains observateurs craignent une escalade de la violence

Certains observateurs craignent une escalade de la violence et un regain des tensions entre l'armée et les indépendantistes du FLA.

cadre du GATIA, Bachar Ag Ahmad, cadre politique de la rébellion, Albaraka Ag Alfaki, stratège militaire, et Ousmane Ag Mohamedine, cadre du mouvement.

Tensions Si ces pertes dans les rangs du tout nouveau Front des rebelles du Nord représentent un coup dur pour le mouvement, cela semble également les avoir galvanisés dans leur objectif de « libération totale de l'Azawad » et de mise en place de l'Autorité de l'Azawad. « Les révolutionnaires tombent et tomberont encore, mais la

EN BREF

LIBÉRATION DE BAZOUM : UN APPEL DE PERSONNALITÉS AFRICAINES



Les Éditions Karthala ont récemment publié « 25 Lettres au Président Mohamed Bazoum : Philosophe, prisonnier et résistant », un recueil de lettres adressées au Président nigérien détenu depuis le coup d'État du 26 juillet 2023. Ce projet, coordonné par Me Mamadou Ismaël Konaté, ancien ministre malien de la Justice et Geneviève Goëtzinger, ex Directrice générale de RFI, vise à attirer l'attention internationale sur la détention de M. Bazoum. Parmi les vingt-six signataires figurent des personnalités telles que Khalifa Sall, ancien Maire de Dakar, Martin Ziguélé, ancien Premier ministre de la Centrafrique, et Pascal Affi N'Guessan, ancien Premier ministre de la Côte d'Ivoire. Leurs lettres expriment solidarité et soutien envers Bazoum, tout en dénonçant les violations des droits humains. Les auteurs appellent la communauté internationale à intensifier ses efforts pour sa libération, rappelant que la Cour de justice de la Cédéao a ordonné sa libération en décembre 2023, sans réponse des autorités militaires du Niger. ■ **M.D**

Toutefois, la possibilité d'un changement de stratégie de ces groupes armés, désormais unifiés en une entité politico-militaire, n'est pas à exclure. Plusieurs figures-clés du mouvement sont toujours en vie et pourraient redéfinir de nouvelles stratégies de guerre en fonction des réalités du terrain.

Par ailleurs, le Front pour la Libération de l'Azawad pourrait s'allier à d'autres groupes terroristes pour mener conjointement de prochaines attaques. ■



ZOUBEIROU OUMAROU DIALLO

« Nous devons déconstruire les idées extrémistes et sensibiliser nos populations »

Dans un entretien exclusif, Zoubeirou Oumarou Diallo, Secrétaire permanent de la Politique nationale de prévention et de lutte contre l'extrémisme violent et le terrorisme au Mali, expose la stratégie ambitieuse mise en place depuis 2018. Une approche holistique et collaborative qui cherche à mobiliser tous les acteurs contre la menace grandissante de l'extrémisme.

PROPOS RECUEILLIS PAR MASSIRÉ DIOP

Que pouvez-vous dire sur la stratégie du Mali contre l'extrémisme violent ?

La stratégie a été élaborée en réponse à l'occupation de près des deux-tiers de notre territoire par des groupes terroristes. Adoptée en février 2018, elle inclut une Politique et un Plan d'actions, aujourd'hui en deuxième génération.

Quelles sont les principales caractéristiques de cette stratégie ?

C'est une politique holistique impliquant une participation active de tous les acteurs, tant étatiques que de la société civile. Cela inclut un Comité de pilotage avec 16 départements ministériels et un Comité de coordination qui assure le suivi et l'évaluation.

Malgré l'existence de cette stratégie, le terrorisme et la radicalisation continuent d'augmenter. Comment l'expliquez-vous ? Il est vrai que ces phénomènes prennent de l'ampleur. Nous avons identifié des lacunes dans la sensibilisation et l'éducation sur les dangers de l'extrémisme. La complexité du phénomène nécessite une réponse continue et adaptée.

Quels résultats avez-vous observés ?

Nous avons déployé des efforts de communication dans toutes les régions, en sensibilisant la population aux sources de financement et aux modes opératoires des groupes terroristes. Nous avons élaboré des guides contre-discours et formé des leaders communautaires.

Quel rôle jouent les jeunes dans cette lutte ?

Les jeunes sont au cœur de notre stratégie. Nous avons mis en place des initiatives économiques et des centres de dé-radicalisation pour les aider à s'engager positivement dans leurs communautés.

Comment gérez-vous le dialogue avec les groupes armés ?

Le dialogue relève de l'option politique de l'État. Ce sont les autorités qui déterminent le cadre et les acteurs concernés. Nous soutenons cette démarche, mais ne pouvons agir sans leur mandat.

Quelle est votre approche concernant la régulation des prêches religieux ?

Nous avons récemment élaboré un projet de loi sur la liberté religieuse pour mieux encadrer les pratiques culturelles et lutter contre les discours extrémistes. Cela est crucial pour prévenir la radicalisation. ■

15 000 FCFA

CASH

CHAQUE JOUR !

TENTE TA CHANCE

Participe dès maintenant en composant le

#463#

JOUEZ & GAGNEZ !

TIRAGE DU LUNDI AU SAMEDI

19H00

SUR

CAMPAGNE AGRICOLE 2024-2025 : ENTRE CRISES CLIMATIQUES ET DÉFIS PHYTOSANITAIRES

La campagne agricole 2024-2025 au Mali, entamée en avril, se déroule dans un contexte de crises climatiques, phytosanitaires et sécuritaires, menaçant la sécurité alimentaire de millions de personnes. Les inondations dévastatrices, les infestations de ravageurs et l'insécurité persistante mettent à rude épreuve une économie où l'agriculture soutient 70% de la population.

MASSIRÉ DIOP

Le long du fleuve Niger, les régions de Ségou, Mopti, Tombouctou et Gao ont subi une montée spectaculaire des eaux. Selon le Programme régional de production intégré du coton en Afrique (PR-PICA), des inondations localisées en octobre ont causé des pertes de parcelles et des pourritures de capsules basales, impactant négativement la production de coton. Elles ont également détruit des champs agricoles, contraignant des milliers de familles à quitter leurs habitations. Les cultures maraîchères et céréalières ont été particulièrement touchées, aggravant la vulnérabilité de communautés déjà fragilisées. L'insécurité croissante, notamment dans les régions de Ségou et Mopti, a conduit à l'incendie de nombreux champs par des groupes armés, rendant l'accès aux terres agricoles dangereux pour les paysans. Cela a entraîné une réduction significative des superficies cultivées et une baisse de la production agricole. Les prévisions pour 2024 indiquent une chute significative de la production. L'Institut National de la Statistique (INSTAT) et le ministère de l'Agriculture rapportent que la production céréalière pourrait diminuer de 20 à 30% dans plusieurs régions sahéliennes affectées par



Un paysan faisant sa récolte à Zantiguila.

la sécheresse. La production cotonnière, essentielle pour l'économie, devrait enregistrer une baisse de 17%, compromettant les revenus des petits producteurs. Des infestations de criquets et de chenilles légionnaires ont ravagé des hectares de mil, de maïs et de sorgho, des cultures vitales pour la sécurité alimentaire. Les perspectives de FEWS NET révèlent que près de 2,8 millions de personnes pourraient connaître une insécurité alimentaire sévère si des mesures correctives ne sont pas prises. La soudure alimentaire, initialement prévue pour juin, pourrait commencer dès mai 2025 dans certaines régions, en raison de l'augmentation des prix des céréales et de la destruction des stocks alimentaires. Pour répondre à ces crises, le

gouvernement a lancé un plan d'urgence incluant la formation de brigades phytosanitaires et la distribution de vivres. Toutefois, ces efforts restent insuffisants face à l'ampleur des défis. Les conflits persistants et le manque d'accès aux zones rurales limitent l'efficacité des interventions. Les défis structurels de l'agriculture malienne nécessitent une réponse coordonnée et des politiques agricoles adaptées pour assurer la résilience des communautés agricoles.

Dans ce contexte, l'objectif du Mali de produire 11,1 millions de tonnes de céréales pour 2024-2025 semble difficilement atteignable. Les aléas climatiques, les défis phytosanitaires et l'insécurité compromettent sérieusement ces ambitions. ■

EN BREF

AFRIQUE DE L'OUEST : LA BAD FINANCE LE DÉSENCLAVEMENT

La Banque africaine de développement (BAD) apporte son appui à l'intégration en Afrique de l'Ouest. Le Fonds africain de développement (FAD) a approuvé un financement de 156,66 millions d'euros, soit environ 102 milliards FCFA, destinés à la réhabilitation et au bitumage de routes reliant le Burkina Faso, la Côte d'Ivoire et le Mali. Ces investissements ont pour objectif de renforcer les échanges commerciaux et de stimuler les économies locales. Le programme prévoit la réhabilitation de 242 km de routes au Mali et au Burkina Faso. Il s'agit d'un cofinancement de la Banque islamique de développement (BID) (138 millions d'euros), de l'Union européenne (25 millions d'euros) et aussi de la Facilité d'appui à la transition. Au Burkina Faso, le financement permettra de moderniser l'axe Bobo Dioulasso-Banfora-frontière ivoirienne. Au Mali, le financement de 73,73 millions d'euros, soit 48,4 milliards de FCFA, permettra l'aménagement et le bitumage du tronçon Bougouni-Garalo, situé à une distance de 45 km, dans le cadre de la réalisation du corridor Bougouni-Manankoro-frontière de la Côte d'Ivoire. Le but ultime de ces réalisations est de faciliter les échanges entre les ports d'Abidjan et San Pedro en Côte d'Ivoire, ainsi qu'entre le Burkina Faso et le Mali. ■

Production d'arachides Le Mali au 6^{ème} rang en Afrique

Le Mali s'affirme comme un acteur-clé dans la production d'arachides en Afrique, occupant la 6^{ème} place avec environ 600 000 tonnes en moyenne produites chaque année. Ce produit vital contribue non seulement à l'alimentation locale, mais aussi aux revenus de milliers de petits exploitants. Dans le classement établi par « Les Agro-Entrepreneurs d'Afrique », le Nigeria domine

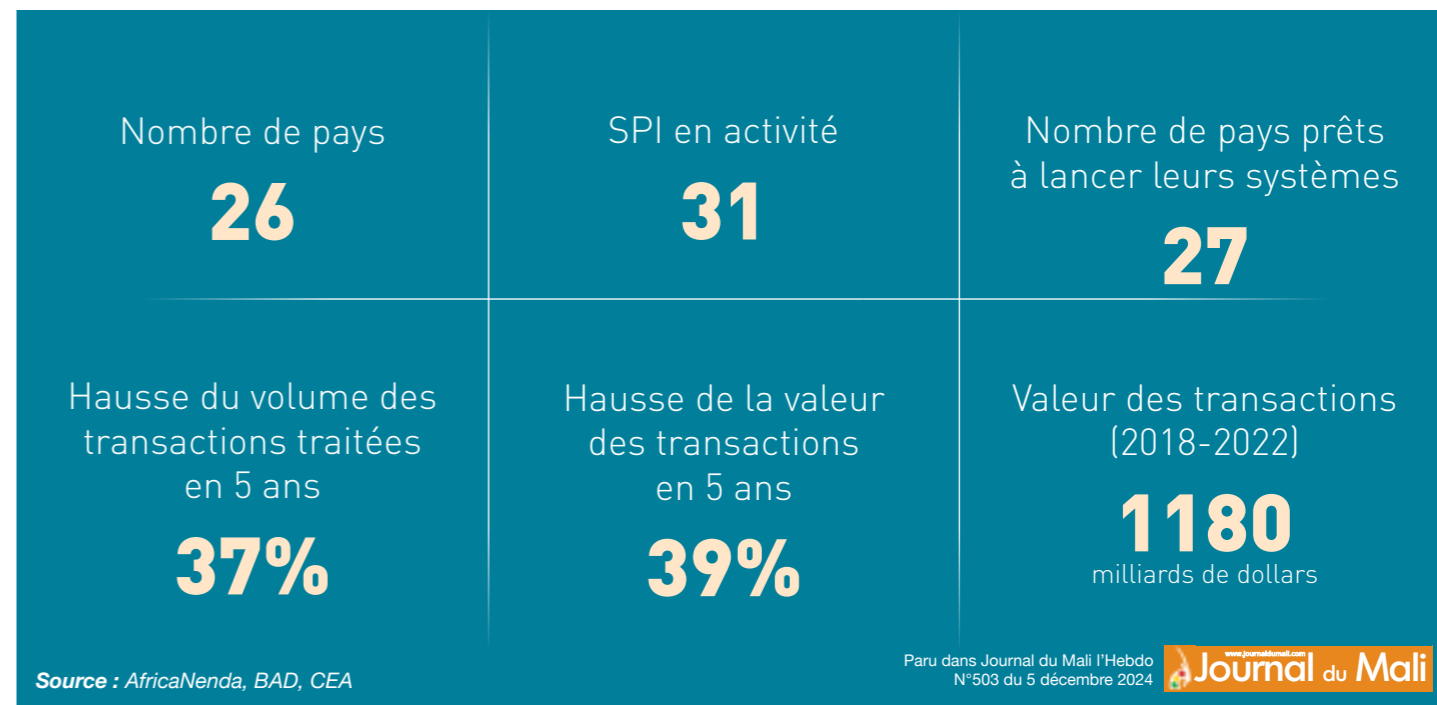
largement, avec plus de 3 millions de tonnes, suivi du Soudan (1,8 million de tonnes) et du Sénégal (1,7 million de tonnes). D'autres pays, tels que le Ghana, le Tchad et le Burkina Faso, se distinguent également par des productions significatives. L'arachide est essentielle pour l'économie malienne, servant à la fois de source de protéines pour la population et de produit d'exportation.

Pendant, le secteur fait face à des défis majeurs. Le manque d'infrastructures modernes et les impacts du changement climatique menacent la productivité. De plus, l'accès limité aux financements et aux technologies agricoles freine encore davantage son développement. Pour renforcer sa position, le Mali devrait investir dans la modernisation des techniques agricoles et améliorer

ses infrastructures. Des initiatives gouvernementales et des partenariats avec des acteurs privés pourraient également dynamiser le secteur. Ainsi, malgré les obstacles, le Mali a le potentiel pour devenir un leader dans la production d'arachides en Afrique, au même titre que les grands producteurs, tels que le Nigeria, le Soudan et le Sénégal. ■

ÉTAT DES LIEUX DES SYSTÈMES DE PAIEMENTS INSTANTANÉS INCLUSIFS (SPII) EN AFRIQUE (2023)

Plus de 400 millions d'Africains adultes n'ont pas accès aux services financiers. Le développement des paiements numériques instantanés offre une opportunité d'inclusion financière à cette population. AfricaNenda dresse un état des lieux dans son deuxième rapport pour 2023.



Stockez vos données en toute sécurité avec Afribone.



CORRUPTION : ENTRE PROMESSES ET STAGNATION DANS LA LUTTE

En dépit de décennies de discours et une batterie de mesures annoncées, la lutte contre la corruption au Mali est un combat laborieux. Les rapports du Bureau du Vérificateur Général (BVG) et de l'Office Central de Lutte contre l'Enrichissement Illicite (OCLEI) pour 2023 dressent le tableau accablant d'une société gangrenée par la mauvaise gouvernance, malgré les efforts.

MASSIRÉ DIOP



Le président de l'OCLEI remettant un rapport au Président de la Transition.

En 2023, seulement 60 déclarations de biens ont été déposées à la Cour suprême, contre 629 en 2018, marquant une baisse de 90,46% en 5 ans. Seuls 5 ministres sur 29 se sont conformés à cette obligation légale, révélant un manque criant de volonté politique. Entre 2019 et 2023, l'OCLEI a transmis 29 dossiers à la justice, pour un montant présumé illicite de 25,5 milliards de francs CFA. Cependant, la lenteur dans le traitement des affaires par les juridictions entrave toute perception d'efficacité et aucun dossier transmis par l'OCLEI n'a été jugé depuis 2018. Feu Ibrahim Boubacar Keïta avait consacré son premier mandat à une croisade anti-corruption, tout comme la Transition actuelle, dirigée

par le Général Assimi Goïta. Toutefois, le classement 2023 de Transparency International sur l'Indice de Perception de la Corruption (IPC) place le Mali 33ème sur 54 pays en Afrique et avant-dernier dans la Zone UEMOA, après la Guinée-Bissau. Ce paradoxe interroge l'efficacité réelle

Entre 2018 et 2023, aucun dossier transmis par l'OCLEI n'a été jugé, malgré des irrégularités financières atteignant 237 milliards de francs CFA en 2023.

des réformes, malgré des avancées comme l'adoption de la nouvelle Constitution. Les investigations de l'OCLEI et du BVG ont révélé des scandales retentissants. Par exemple, l'affaire Ozone

révèle que 87 milliards de francs CFA ont été dépensés dans l'assainissement de Bamako entre 2014 et 2022, avec des paiements simultanés à plusieurs prestataires pour le même service. Le rapport 2023 du BVG identifie également 237 milliards de francs CFA d'irrégularités financières à travers les audits des structures publiques. L'absence de sanctions judiciaires exemplaires et la persistance des pratiques frauduleuses ternissent l'image des institutions. Cette inertie fragilise la confiance des citoyens et réduit les efforts des organes de contrôle à des exercices sans impact réel.

Pour espérer un « Mali Kura » (Nouveau Mali), les autorités doivent renforcer la transparence, garantir une justice indépendante et accélérer le

traitement des dossiers. Une mobilisation collective, associée à une digitalisation des services publics, pourrait redonner espoir à une population lassée des discours sans résultats probants. ■

EN BREF

ESCLAVAGE PAR ASCENDANCE : UN FLÉAU PERSISTANT

Malgré les avancées législatives et les engagements internationaux, l'esclavage par ascendance demeure une pratique profondément enracinée dans certaines régions du Mali. Des estimations crédibles indiquent qu'environ 800 000 personnes seraient nées dans des conditions d'esclavage au Mali et que près de 200 000 vivraient encore sous le contrôle direct de leurs « maîtres ». Ces pratiques perpétuent des discriminations transgénérationnelles et bafouent les droits fondamentaux. Lors de la Journée internationale pour l'abolition de l'esclavage, célébrée le 2 décembre, des défenseurs des droits humains ont réitéré leur appel à l'adoption d'une législation spécifique criminalisant cette forme d'esclavage. Bien que le Code pénal malien contienne des dispositions réprimant certaines formes d'exploitation, il ne cible pas explicitement l'esclavage par ascendance, rendant la répression difficile et incomplète. Les données disponibles sur les poursuites judiciaires sont rares, reflétant le manque de volonté ou de ressources pour traiter ces cas. Les organisations locales et internationales insistent sur la nécessité de lois spécifiques et d'une stratégie gouvernementale intégrant justice, sensibilisation et réhabilitation des victimes. Le Mali, en tant que signataire des conventions internationales sur les droits humains, est appelé à agir fermement pour briser ce cycle et assurer à tous ses citoyens la dignité et la liberté promises par ces engagements. Parallèlement, le Document de politique générale relatif aux crimes d'esclavage de la Cour pénale internationale souligne l'urgence de reconnaître et de traiter les crimes d'esclavage, y compris l'esclavage par ascendance, comme des violations graves des droits humains. ■

GHANA : L'ÉCONOMIE AU CŒUR DE LA PRÉSIDENTIELLE

Deux principaux candidats se distinguent comme favoris pour la prochaine élection présidentielle au Ghana. Le 7 décembre 2024, les électeurs auront le choix parmi 12 candidats, dont deux principaux : Mahamudu Bawumia, actuel Vice-président, et John Dramani Mahama, ancien Président. Les questions économiques sont au cœur des enjeux de ce scrutin.

MASSIRÉ DIOP



Les deux principaux candidats, Mahamudu Bawumia(g) et John Dramani Mahama(d).

Élu en 2016, le Président ghanéen Nana Akufo-Addo achève son deuxième et dernier mandat. Pour le remplacer, les électeurs choisiront parmi une douzaine de candidats, dont les deux principaux se prévalent tous d'une certaine expérience, ce qui est très nécessaire face aux défis du moment.

Mahamudu Bawumia, économiste de 61 ans, a été Vice-président pendant 8 ans et a été investi par le New Patriotic Party (NPP). Il pourrait devenir le premier Président musulman du pays. Le candidat du National Democratic Congress (NDC), John Mahama, âgé de 65 ans, pourrait revenir aux affaires après avoir dirigé le pays entre 2012

et 2016, avant de perdre face à l'actuel Président. Son mandat avait été marqué par des coupures d'électricité qui lui avaient valu le surnom de « Mister Dumsor ». Dans un contexte économique difficile, il promet des solutions urgentes pour un pays ayant besoin d'un « homme expérimenté ». Le Ghana a enregistré une inflation record de 54% en 2022, ce qui aurait poussé environ 850 000 personnes dans la pauvreté, selon la Banque mondiale. Ce chiffre s'ajoute aux 6 millions de personnes qui vivaient déjà en dessous du seuil de pauvreté. Le pays, en défaut de paiement depuis décembre 2022, a bénéficié d'un prêt de 3 milliards de dollars de la part du FMI.

Les conséquences environnementales de l'extraction illégale de l'or constituent une autre préoccupation nationale, ayant suscité des débats et entraîné plusieurs manifestations. Alors que le NPP propose de permettre aux petits exploitants de poursuivre leurs activités, le NDC préconise une nouvelle réglementation, incluant une restriction de l'octroi de nouveaux permis. Le candidat du NDC souhaite une remise à zéro, tandis que celui du NPP opte pour une économie résiliente. Le Ghana est la deuxième économie de la CEDEAO et le premier producteur d'or en Afrique, malgré le coût élevé du carburant et des denrées alimentaires. ■

UNE SEMAINE DANS LE MONDE

FRANCE : LE GOUVERNEMENT DE MICHEL BARNIER RENVERSÉ

Séisme politique en France. La motion de censure signée par les députés du Nouveau Front populaire a été adoptée mercredi 4 décembre 2024 à l'Assemblée nationale, par 331 députés, entraînant la chute du gouvernement conduit par Michel Barnier. Ce dernier devient le Premier ministre le plus éphémère de la Ve République. Arrivé à Matignon le 5 septembre 2024, M. Barnier n'aura passé que trois mois à la Primature. C'est la première fois depuis 1962, dans l'histoire de la Ve République, qu'une motion de censure est adoptée par les députés. Après ce vote, le Premier ministre Michel Barnier est contraint de présenter sa démission et celle de son équipe au président de la République, Emmanuel Macron, comme le prévoit l'article 50 de la Constitution. Les débats sur le projet de loi de finances pour 2025 sont également arrêtés. Le gouvernement démissionnaire ne peut gérer que les affaires courantes jusqu'à la nomination d'un nouveau Premier ministre. ■

M.K

ÉCHOS DES RÉGIONS

TOMBOUCTOU : LA MONTÉE DES EAUX SUSCITE CRAINTES ET INQUIÉTUDES

Le mardi 3 décembre 2024, Tombouctou a subi une inondation catastrophique due au débordement du Canal Kadhafi, submergeant le quartier Lafiabougou, près du camp militaire. Les eaux, d'une force inédite, ont provoqué des effondrements de maisons et laissé de nombreuses familles sans abri. La situation est critique, l'eau se propageant vers les quartiers voisins, incitant les autorités locales à appeler à une mobilisation générale. Bien que semblant liés à des inondations classiques, ces événements surviennent après l'arrêt des pluies en octobre. Les experts attribuent cette montée des eaux à l'ouverture des vannes de barrages en amont du fleuve Niger, notamment à Markala et Sélingué. Ces lâchers d'eau, destinés à gérer les réservoirs, ont provoqué des débordements, soulignant l'urgence d'une meilleure gestion des infrastructures hydrauliques pour prévenir de futurs désastres. ■

Avancée du désert La riposte s'organise au forceps

Lancés le 2 décembre en Arabie Saoudite, les travaux de la COP 16 de la Convention des Nations Unies pour la lutte contre la sécheresse et la désertification (UNCCD) se poursuivent. Au cours de la rencontre il a été reconnu que l'année 2024 était la plus chaude jamais enregistrée, avec une température moyenne mondiale dépassant de 1,5°C les niveaux préindustriels. Cette hausse accentue la désertification, affectant 40% des terres émergées et menaçant la sécurité alimentaire mondiale. Les engagements de la COP 15 en Côte d'Ivoire pour restaurer un milliard d'hectares de terres dégradées d'ici 2030 n'ont pas été tenus, suscitant des déceptions parmi les participants. En réponse, l'UNCCD a fixé un objectif plus ambitieux de 1,5 milliard d'hectares à restaurer. L'Arabie Saoudite a annoncé un partenariat mondial pour aider les 80 pays les plus vul-

nétables à faire face à la désertification, en fournissant des ressources financières. De plus, le pays s'engage à restaurer 40 millions d'hectares de terres dégradées d'ici 2030 et à planter 10 milliards d'arbres dans le cadre de son Initiative Verte Saoudienne. De l'avis des experts participant à cette COP 16, si rien n'est fait pour arrêter la désertification, d'ici 2050 2 personnes sur 4 pourraient être exposées à ce phénomène. Les discussions ont souligné la nécessité d'une approche proactive face à la sécheresse, qui touche déjà 40% des terres émergées. Ce qui souligne l'urgence d'agir contre la désertification et ses impacts environnementaux et socio-économiques croissants. La COP 16 a réaffirmé l'importance d'une action collective et ambitieuse pour protéger la biodiversité et assurer la sécurité alimentaire mondiale. ■

M.D

LIGUE 1 PRO ORANGE : TROIS ÉQUIPES MÈNENT LA DANSE APRÈS LA 2^{ÈME} JOURNÉE

La 2^{ème} journée du championnat professionnel Ligue 1 Orange 2024-2025 s'est achevée le 3 décembre 2024. Aucun club n'a réussi à enchaîner deux victoires. Invaincus, les 11 Créateurs de Niaréla, l'US Bougouba et l'AS Bakaridjan dominent le classement provisoire.

MOHAMED KENOVI



L'AS Bakaridjan s'est imposé 2-1 devant l'US Bougouni.

Les 11 Créateurs ont été tenus en échec (0-0) par l'AS Police. Vainqueurs de l'AS Korofina lors de la première journée (2-0), les ambassadeurs de la Commune 2 sont leaders avec 4 points. L'US Bougouba, qui a pris le dessus sur l'AS Korofina (3-2), et l'AS Bakaridjan, vainqueur de l'US Bougouni (2-1), pos-

èdent le même nombre de points, mais une différence de buts moins favorable. Le promu FC Diarra affiche déjà ses ambitions. Même s'il attend toujours sa première victoire en Ligue 1, le club bamakois tient tête aux habitués du championnat. Mené 2-0 par Binga FC dès la première période, FC Diarra a su réagir en deu-

xième mi-temps pour égaliser et obtenir un match nul 2-2. Ce résultat fait écho à sa première rencontre en 1^{ère} division, le 23 novembre, où il avait également arraché un nul 1-1 contre l'AS Bakaridjan. À l'instar du FC Diarra, les Étoiles du Mandé, l'autre club qui découvre l'élite du football national, s'en sortent jusqu'à assez bien. Même s'ils se sont logiquement inclinés mardi devant le Champion en titre, le Djoliba AC (1-2), les Académiciens avaient bien entamé leur aventure en Ligue 1 Orange la semaine dernière en s'imposant 2-0 devant Afrique Football Élite. Avec 3 points, ils sont provisoirement 4^{èmes}, juste après le trio de tête. Le choc entre le Stade malien de Bamako et l'AS Real de Bamako, qui devait clore cette 2^{ème} journée du championnat national professionnel Ligue 1 Orange, a été reporté à une date ultérieure, en raison du déplacement des Blancs de Bamako en Angola pour le compte de la 2^{ème} journée de la Coupe CAF.

Le Stade Malien, qui était déjà exempté lors de la 1^{ère} journée, est le seul club à n'avoir pas encore disputé la moindre rencontre en Ligue 1 cette saison. Son meilleur adversaire, le Djoliba AC, compte 5 points et 1 match en moins. Les deux géants du football national devraient retrouver le haut du tableau au cours des prochaines journées s'ils s'imposent lors de leurs matchs en retard. ■

Transfert Mamadou Fofana rejoint le New England Revolution

Après trois ans et demi dans la Somme, le défenseur central malien Mamadou Fofana, qui a porté le maillot de l'Amiens Sporting Club à 142 reprises, va relever un nouveau challenge en MLS, du côté des États-Unis. Le joueur de 26 ans va rejoindre la franchise américaine du New England Revolution, qui s'est en effet mise d'accord avec les dirigeants amiénois sur un transfert de 1,7 million d'euros. Sur les tablettes de plusieurs clubs en Europe et en Arabie Saoudite, Mamadou Fofana s'est finalement engagé pour un bail de trois ans avec le club de la région de Boston, mais il ne devrait rejoindre ses nouveaux coéquipiers qu'à partir de janvier. « C'était une offre que je ne pouvais pas refuser. Lorsque mon agent m'a présenté le projet de la Major League Soccer, j'ai immédiatement dit oui », a confié l'international malien. ■

M.K



CARTONS DE LA SEMAINE

L'attaquant français **Marcus Thuram** a été récompensé pour le plus joli but de l'année en Serie A, inscrit avec l'Inter Milan contre l'AC Milan (5-1) le 16 septembre 2023. C'était lors des récompenses du Championnat d'Italie pour la saison 2023-2024, décernées le lundi 2 décembre 2024.

Le **FC Nantes** a été condamné le 3 décembre à verser la somme de 730 000 euros à Pierre Aristouy, son ancien entraîneur, limogé fin novembre 2023 après un match nul contre Le Havre. La justice estime que le club a rompu unilatéralement et abusivement un contrat de travail à durée déterminée.

Donnez votre avis sur Journal du Mali

FESTIVAL DU VIVRE ENSEMBLE : RÉSILIENCE ET DÉVELOPPEMENT DE TOMBOUCTOU COMME SYMBOLES

Du 16 au 22 décembre 2024, Tombouctou vibrera au rythme de la 9^{ème} édition du Festival Vivre Ensemble, un événement culturel et social incontournable placé sous le thème « Jeunesse et engagement citoyen ». Né en 2016 en réponse aux défis majeurs ayant marqué la région, ce festival incarne la résilience des populations locales tout en favorisant la paix, la cohésion sociale et la valorisation du patrimoine culturel de la ville des 333 Saints.

MASSIRÉ DIOP



La 9^{ème} édition du festival vivre ensemble se prépare activement.

Cette édition propose une variété d'activités célébrant le patrimoine matériel et immatériel de Tombouctou. Les concerts fusionnant musiques traditionnelles et contemporaines, les visites des sites historiques et les compétitions sportives, dont un tournoi de football pour la cohésion sociale, témoignent de l'engagement à renforcer les liens communautaires. La Caravane de l'Azalaj pour

la paix, soutenue par l'Union européenne, symbolise les anciennes routes caravanières tout en sensibilisant les populations sur la paix. Cette année, le festival innove avec le Prix Es Sahili, visant à récompenser l'architecture unique en terre battue des mosquées de la région, un patrimoine à transmettre aux générations futures. Le festival est un levier économique essentiel pour Tombouctou, attirant chaque

année près de 1 000 visiteurs internationaux et mobilisant plus de 100 jeunes et artisans locaux. Tous les hôtels de la ville affichent complet, tandis que les secteurs du transport, de l'artisanat et de la restauration connaissent un regain d'activités. L'impact se poursuit grâce à la création de 11 emplois permanents et la multiplication des initiatives culturelles et éducatives. Le site de la Flamme de la Paix, ancien dépôt d'ordures transformé en centre culturel, illustre cette dynamique positive. Cet espace emblématique, doté d'infrastructures modernes, est devenu un lieu de référence pour la région.

Un exemple de résilience et d'espoir pour le Mali Malgré les défis sécuritaires et logistiques, le festival est devenu une initiative phare grâce au soutien de partenaires diversifiés comme l'Union européenne, la GIZ et Sky Mali. Salaha Maïga, fondateur de l'événement, souligne que cette initiative a non seulement redonné espoir aux populations locales, mais a également permis à Tombouctou de retrouver son rayonnement culturel et touristique. Avec des activités telles que des safaris dans les dunes, des projections de films documentaires et des défilés de mode, cette 9^{ème} édition marque une nouvelle étape pour faire de Tombouctou une destination internationale incontournable et un modèle de résilience au service de la paix et du développement. ■

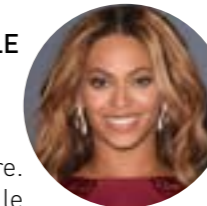
INFO PEOPLE

GIMS : BOOBA L'ACCUSE DE GONFLER SES CHIFFRES DE VENTES



Le dernier projet de Gims, « Le Nord se souvient », est un gros succès, avec 65 000 exemplaires vendus en 11 semaines. Si les performances de l'EP continuent d'impressionner, elles suscitent aussi des doutes. Parmi les sceptiques, on trouve Booba, qui n'a pas tardé à accuser Gims de gonfler ses chiffres. « Vous n'avez pas honte ? » a récemment réagi le rappeur du 92 sur X, en réponse à un post du compte « Gims Actus » qui dressait un bilan « phénoménal » de l'évolution de la vente de l'EP semaine après semaine depuis sa sortie. « Vendre quasi autant la 1^{ère} semaine que la 2^{ème} n'existe pas », a clamé Booba.

BEYONCÉ SORT LE « COWBOY CARTER ART BOOK »



Noël avant l'heure. Après l'album, le livre d'art. Neuf mois après la sortie de l'album « Cowboy Carter », Beyoncé introduit le « Cowboy Carter Art Book », pour une relecture en images. La pop star aux 32 Grammys gâte ses fans avec cet ouvrage exclusif, sorti le 1^{er} décembre. Avant d'annoncer sa tournée ou même une réédition, Beyoncé transpose ainsi son album « Cowboy Carter », sorti en mars 2024, dans un livre de clichés encore jamais dévoilés. Des « images exclusives et inédites inspirées de l'album Cowboy Carter », selon le site officiel. Le livre de 136 pages, vendu 70 euros, s'est rapidement retrouvé en rupture de stock, seulement 24 heures après sa sortie.

Journal du Mali
L'Hebdo

Directeur de publication :
Mahamadou CAMARA
mcamara@journaldumali.com

Directrice déléguée :
Aurélien DUPIN
aurelie.dupin@journaldumali.com

Rédacteur en chef :
Massiré DIOP

Secrétaire de rédaction :
Ramata DIAOURÉ

Rédaction :
Mohamed KENOVI - Fatoumata
MAGUIRAGA

Photographie : Bakary E. DAOU

Infographiste : Marc DEMBÉLÉ

JOURNAL DU MALI L'HEBDO, édité
par IMPACT MÉDIA Presse.
Hamdallaye ACI 2000 - Immeuble
Badenya, près MÆVA Palace - Bamako
Tél : +223 20 23 00 66
www.journaldumali.com
contact@journaldumali.com



Stockez vos données en toute
sécurité avec Afribone.



20 28 00 00

Consulter notre nouveau site web

www.afribone.com

